

APPEL

Contre le logement cher : baisse des loyers !

Un toit c'est un droit !

Les chiffres sont formels, jamais les loyers et les prix de l'immobilier n'ont été aussi chers dans notre pays, rapportés aux revenus des locataires et des accédants.

Ereintés par l'érosion de leur revenus par la hausse des prix dans tous les domaines de la vie courante, l'énergie, le carburant, l'eau, l'alimentation, les soins... les fins de mois sont de plus en plus difficiles pour les couches populaires et les classes moyennes, les jeunes, les salariés, les migrants...

Payer son loyer nécessite des sacrifices toujours plus élevés, tandis que les bailleurs privés, les milieux de l'immobilier s'enrichissent sans fin. En 2009, les profits locatifs se sont élevés à 65 milliards d'euros, dont plus de la moitié sont des « surprofits » tirés de la flambée spéculative. Même dans les HLM, les loyers ont grimpé plus vite que les revenus, d'autant que chaque année de nouvelles économies sont faites sur les allocations logement.

A mesure que les réformes ont usé le droit et la stabilité des locataires, les bailleurs ont imposé leur joug. Aujourd'hui la majorité des Français a peur de se retrouver un jour à la rue. **Pourtant, que seraient les bailleurs, sans les locataires qui chaque mois alimentent la rente ?**

Nous locataires, accédants, ou citoyens solidaires, appelons à une mobilisation responsable, afin que notre personnel politique prenne toutes les mesures nécessaires à une baisse généralisée et rapide des loyers et des traites immobilières, pour mieux satisfaire les besoins fondamentaux plutôt que soutenir la rente, pour mieux créer des emplois plutôt que de spéculer.

Nous exigeons un encadrement des loyers, un plafonnement généralisé entraînant une baisse immédiate de 10% de tous les loyers et des traites y compris en HLM, jusqu'à 20% pour les loyers chers, renforcée par une revalorisation des allocations logement.

Nous exigeons, pour ceux qui dorment dans des taudis ou dans la rue, que soient respectées et appliquées les lois pour le droit au logement, pour le droit à un accueil inconditionnel, et pour la mobilisation des logements vides.

Nous sommes décidés, après avoir signé cette pétition, à « révoquer » le prélèvement automatique du loyer et des traites, et à le remplacer par un autre mode de paiement (virement bancaire, mandat, chèque, ...).

Dans un deuxième temps, si les responsables politiques et les bailleurs refusent de prendre en compte notre indignation et d'agir, nous participerons à un mouvement concret de contestation des loyers chers et du logement inabordable, et nous soutiendrons ces initiatives.

Contrelelogementcher.org

Premiers signataires :

**Albert jacquard (génétiicien)
Mgr Gaillot (Evêque de Parténia)
Yvan Lebolloc (Auteur Comédien)**

...

Jean-Baptiste Eyraud (porte parole de Droit Au Logement)

Serge Incerti-Formentini (président de la Confédération National du Logement)

Margaux Leduc (Jeudi Noir)

**Pierre Khalfa (syndicaliste, coprésident de la Fondation Copernic)
Caroline Mécary (avocate, coprésidente de la Fondation Copernic)
Willy Pelletier (sociologue, coordinateur général de la Fondation Copernic)**

Elisabeth Labaye (secrétaire nationale du SNES)

**Annick Coupé (porte parole national de Solidaires)
Eric Beynel (porte parole national de Solidaires)
Thierry Lescant (porte parole national de Solidaires)**

Annie Pourre (No-vox)

**Pierre Laurent (secrétaire national du PCF)
Francis Parny (secrétaire aux relations extérieures du PCF)**

**Martine Billard (coprésidente du Parti de Gauche, députée)
Eric Coquerel (secrétaire national du Parti de Gauche)
Laurence Sauvage (secrétaire national du Parti de Gauche)
Alexis Corbière (secrétaire national du Parti de Gauche)**

**Philippe Poutou (candidat du NPA à l'élection présidentielle)
Sandra Demarcq (direction nationale du NPA)
Maxime Besselièvre (commission Logement du NPA)
Isabelle Guichard (conseillère municipal NPA)**

Jacques Lerichomme (Gauche unitaire)

**Henri Merme (Les Alternatifs)
Jean-Jacques Boislaroussie (Les Alternatifs)**

**Bernard Lacroix (professeur de science politique, Institut Universitaire de France)
Frédéric Lebaron (professeur de sociologie, université de Picardie-Jules Verne)
Louis Weber (ancien président de l'Institut de Recherche de la FSU)
Josiane Boutet (professeur de socio-linguistique, université Paris IV - Sorbonne)
Philippe Sultan (Inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale)**

Julien Bach (juriste)
Guillaume Etievant (économiste, Parti de Gauche)
Jean Malifaud (mathématicien)
Corinne Nativel (géographe, université de Besançon)
Charles Hoareau (syndicaliste CGT)
Pierre Cours- Salies (professeur de sociologie, université Paris VIII)
Roger Martelli (historien, mensuel Regards)
Violaine Roussel (professeure de sociologie, université Paris VIII)
Claire Le Strat (politiste, université Paris Ouest)
Olivier Michel (professeur d'informatique, université Paris Est)
Laurent Lévy (avocat)
Françoise Guillou (concierge)
Laurent Garrouste (juriste du travail)
Safia Lebdi (vice présidente de Ni Putes ni Soumises)
Ouarda Sadoudi (présidente de l'association d'hébergement d'urgence Home)
Gaëlle Rougerie (cadre administratif territorial)
Marc Gicquel (expert-comptable)
Noute Pinlet (vigile)
Nicolas Benies (économiste)
Louis-Marie Barnier (sociologue)
Didier Gélot (économiste)
Patrick Silberstein (éditeur)
Ozgur Gun (économiste, université de Reims)
Gustave Massiah (économiste, Aitec)
Daniele Kergoat (directrice de recherche au CNRS)
Jérôme Valluy (professeur de sociologie politique, université Paris I - Sorbonne)
Michel Rousseau (Marches européennes contre le chômage)
Alain Accardo (sociologue)
Jean-Marie Harribey (économiste, Bordeaux IV)
Christophe Voillot (politiste, université Paris Ouest)
Guillaume Dautel (inspecteur du travail)
Jacques Rigaudiat (magistrat)
Serge Havet (président d'ACI)
Jacques Le Bohec (professeur de science de la communication, université Lyon II)
Roland Pfefferkorn (professeur de sociologie, université de Strasbourg)
Marc Mangenot (économiste)
Patrick Viveret (magistrat)
Claude Fossé-Poliak (sociologue CNRS)
Gérard Mauger (sociologue CNRS)
Michel Husson (économiste)
Alain Chevarin (agrégé de lettres, université Blaise Pascal, Clermont Ferrand)
Christian Picquet (Gauche unitaire)
Loïc Wacquant (sociologue - Université de Berkeley)